

La mondialisation en phase terminale : rejet du multilatéralisme et renouveau du nationalisme

Autor(en): **Ghelfi, Jean-Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2018)**

Heft 2213

PDF erstellt am: **26.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1023280>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les CFF, avec l'aval du Conseil fédéral, valorisent ce patrimoine à un rythme accéléré. Ils en tirent des revenus confortables qui permettent de renflouer la caisse de retraite de l'entreprise et de financer une partie des infrastructures ferroviaires. La gauche suit le mouvement à condition que le logement social trouve sa place dans cette stratégie. La Confédération y trouve son compte puisque la croissance des revenus immobiliers des CFF allègent d'autant son soutien financier à l'ancienne régie.

Pourtant les organisations de locataires et la gauche risquent bien de perdre à ce jeu. En effet, jusqu'à présent le Conseil fédéral n'a pas envisagé d'infléchir la stratégie

immobilière des CFF dans un sens plus social. Pour [Doris Leuthard](#), «*la tâche principale des CFF ne consiste pas à fournir des logements à loyer abordable; c'est aux villes et aux communes d'y veiller*».

La conseillère fédérale a parfaitement raison. Mais il faut aller jusqu'au bout du raisonnement. A l'époque, les CFF et les sociétés qui les ont précédés ont acquis à bon compte et même parfois gratuitement, notamment auprès des collectivités publiques, les terrains nécessaires à l'exploitation ferroviaire.

Dès lors qu'une partie de ces terrains ne sont plus indispensables à la mission des CFF, ils doivent revenir aux collectivités publiques. Non pas au prix du marché, mais à la

valeur de cession d'antan, en tenant compte de l'inflation enregistrée depuis lors. De cette manière, les villes et les communes pourront contribuer à améliorer l'offre de logements sociaux, soit directement soit en mettant ces terrains à disposition de sociétés coopératives d'habitation.

La stratégie du Conseil fédéral concernant les CFF arrive à échéance à fin 2018. Sa version pour 2019-2022 est annoncée pour les prochaines semaines. Légitimera-t-elle le rôle toujours plus important de promoteur immobilier endossé par les CFF et les 10'000 nouveaux logements annoncés? Ou renverra-t-elle l'entreprise à sa mission de transporteur ferroviaire tout en lui en donnant les moyens?

La mondialisation en phase terminale

Rejet du multilatéralisme et renouveau du nationalisme

Jean-Pierre Ghelfi - 24 juillet 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33447>

«*C'est un dirigeant fort. Ne laissez personne penser autre chose. Il parle et son peuple se met au garde-à-vous. Je veux que mon peuple fasse la même chose.*» [Donald Trump](#) est connu pour ses fougades, dénonçant un jour ce qu'il a dit la veille. Tout imprévisible qu'il soit, il n'a pas démenti son penchant pour les dirigeants forts, qu'il s'agisse de celui de la Corée du Nord auquel il se

réfère dans la citation ci-dessus, ou de ceux de la Chine et de la Russie.

A eux d'organiser désormais le monde, sur une base bilatérale. L'Union européenne n'existe plus. Seuls comptent les pays, toujours plus nombreux, qui sont dominés par des hommes forts. A commencer par ceux de Pologne, de Hongrie, d'Autriche, d'Italie, de Turquie.

D'autres ne demandent pas mieux que d'allonger la liste.

Ces considérations politiques sont en relation étroite avec la mondialisation (voir aussi DP [2208](#), [2209](#), [2210](#)).

Celle-ci n'a en effet plus bonne [presse](#). La cause principale tient probablement au fait que la croissance des richesses qu'elle a permise est

très, très, très mal répartie. Dans les pays développés, le nombre des emplois comme le niveau des salaires demeurent en état de quasi-stagnation depuis la crise de 2008.

La raison ne tient pas au fait que la concurrence se serait «*exacerbée*» ou que les entreprises seraient déstabilisées par les changements techniques. Ce ne sont pas davantage des impôts «*excessifs*» qui les étoufferaient — les impôts des personnes morales suivent une courbe descendante depuis de nombreuses années. En fait, l'emploi et les salaires restent en rade parce que les bénéficiaires vont dans la poche des directions et surtout des actionnaires. Et plus ils en ont, plus ils en veulent. Pour les «*gens ordinaires*», le bilan de quelques décennies de mondialisation apparaît ainsi comme un marché de dupes.

Un acte de foi

L'accaparement des richesses peut aussi être organisé par l'Etat. Leurs dirigeants, leurs proches, leurs affidés parviennent à s'approprier une partie du revenu national qui les met très largement à l'abri du besoin. Beaucoup de jeunes, qui représentent là comme ailleurs la relève de ces pays, choisissent quand ils le peuvent la voie de l'exil pour trouver une vie simplement décente en tentant d'entrer, légalement ou non, dans les pays développés, par exemple en Europe ou en Amérique du Nord.

Cela étant, une réforme de la mondialisation paraît peu vraisemblable. Les tenants du néolibéralisme ne changeront pas spontanément d'opinion. L'ouverture aussi large que possible des marchés et les principes de concurrence représentent de leur point de vue la condition nécessaire et suffisante pour parvenir à améliorer le niveau de vie des pays. Hier comme aujourd'hui, ils continuent d'y croire *mordicus*. La réalité leur importe peu puisque leur doctrine est la bonne: un acte de foi ne se discute pas.

Il ne faut donc pas s'étonner du fait que le refus de procéder à un examen critique des aspects économiques et sociaux les plus discutables de la mondialisation débouche sur une contestation politique. Les opinions publiques ont fini par considérer que d'autres, ailleurs, décidaient pour elles. Elles ont acquis le sentiment que leur pays n'avait plus son destin entre ses mains, qu'il n'était plus maître chez lui. Il n'en faut pas davantage pour que le nationalisme relève la tête, encouragé par des partis politiques qui proclament la primauté de l'intérêt national sur toute autre considération. Que ce néonationalisme soit qualifié de populiste, d'illibéral, de souverainiste ou de dictatorial ne change rien au problème.

La Suisse, précurseur

Ce retour de la primauté nationale n'est pas une innovation toute récente. Notre pays peut même être considéré

comme un précurseur.

[L'initiative populaire «contre l'emprise étrangère»](#), lancée par James Schwarzenbach et soutenue par 46% des votants en juin 1970, comporte un caractère nationaliste évident. Cette thématique a été reprise par l'UDC, en particulier avec son initiative «[contre l'immigration de masse](#)», approuvée en février 2014 par 50,3% des votants et par 17 cantons sur 26 ou encore avec celle pour «[le droit suisse au lieu de juges étrangers](#)», qui sera soumise au peuple et aux cantons le 25 novembre prochain. Autant de propositions qui disent chacune à sa manière «*la Suisse d'abord*».

La décision britannique de quitter l'Union européenne est aussi une expression de ce repli nationaliste. Le Brexit, selon ses partisans, comporterait plus d'avantages que d'inconvénients. Il permettrait notamment de rapatrier à Londres les décisions qui se prennent à Bruxelles. La mise en œuvre de la théorie est plus simple à dire qu'à faire. Le choix politique de quitter l'Union européenne se heurte en effet aux considérations économiques de maintenir les liens étroits tissés entre les entreprises au cours des dernières décennies, voire par une même société qui a établi des centres de production dans plusieurs pays.

[Airbus](#) illustre bien cette problématique. Les ailes des avions qu'elle construit sont composées de 10'000 pièces fabriquées au Royaume-Uni.

Airbus y emploie 14'000 personnes, auxquelles s'ajoutent 100'000 emplois indirects chez des sous-traitants. Toutes ces pièces sont actuellement certifiées par un organisme européen. En cas de Brexit, cette certification cesserait. Il en découlerait d'importantes complications administratives et douanières. Airbus a donc gelé ses investissements en Grande-Bretagne en attendant d'en savoir plus. Elle n'exclut pas de tout rapatrier sur le continent en fonction du contenu des accords du Brexit.

Menu à la carte

Mutatis mutandis, la situation est analogue pour la plupart des entreprises organisées à l'échelle internationale — et il n'y a de loin pas que les plus grandes qui le sont. Dans le cas extrême d'un retour aux frontières nationales et d'une réintroduction de droits de douane, ces sociétés devraient en quelque sorte se désimbriquer. De nouvelles structures devraient être mises en place. Le processus serait long, compliqué, coûteux et causerait d'énormes pertes de compétences. La main-d'œuvre «nationale», censée bénéficier de l'indépendance retrouvée, n'y trouverait probablement pas son compte.

Pour parer ces difficultés, la Grande-Bretagne tente de concilier des exigences contradictoires. Décider seule de sa politique commerciale négociée avec des partenaires qu'elle choisirait, tout en continuant d'avoir un accès au marché européen comme si elle en était (presque) encore membre. Elle voudrait avoir le beurre et l'argent du beurre. L'Union européenne n'est cependant pas un restaurant qui propose des menus à la carte où l'on peut choisir ses plats préférés.

D'autres pays de l'Union européenne ont un comportement analogue à celui de la Grande-Bretagne. Ils veulent rester membres de l'Union pour bénéficier de ses «aides structurelles», mais acceptent de se sentir concernés seulement par les directives qui leur conviennent. Un peu comme si chaque canton se réservait la compétence de décider quelles sont les lois fédérales qu'il appliquera.

Les poubelles de l'histoire

Se dessine ainsi une nouvelle manière de concevoir et de pratiquer les relations internationales. Les accords multilatéraux négociés au

cours des dernières décennies, qui ont permis aux différentes économies nationales d'établir entre elles des relations étroites, sont rejetés au profit du bilatéralisme, voire de l'unilatéralisme.

Les Etats-Unis de Donald Trump constituent la figure emblématique de cette remise en question. Les relations internationales édifiées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale avaient essentiellement pour objectif d'édifier un monde qui ne devait pas revivre un tel conflit et aussi d'éviter de renouveler les erreurs qui ont permis la grande crise des années 1930. Ces [enseignements essentiels](#) sont-ils devenus à ce point lointains que certains pensent que leur place est désormais dans les poubelles de l'histoire? Ce serait consternant.

Pourtant, ce qui paraissait impensable il y a encore quelques années est devenu concevable. Et même possible si les élections de mi-mandat aux Etats-Unis maintiennent une majorité républicaine au Congrès. La mondialisation est désormais en sursis. Fasse qu'elle n'apparaisse pas, avec ses défauts, ses insuffisances et ses exagérations comme une période que l'on finirait par regretter...